



DOSSIER-N° CUB 076 101 26 B0038

Date de dépôt : 11/09/2026.

Demandeur :

Mr VANHOVE Ludwig
5 Hameau de Grémontmesnil
76340 BLANGY-SUR-BRESLE

Travaux : Réhabilitation d'une ancienne étable en logement de location courte durée orienté sur le tourisme vert.

Adresse des travaux :

5 Hameau de Grémontmesnil
76340 BLANGY-SUR-BRESLE

Cadastré : AP n°51.

CERTIFICAT d'URBANISME

délivré au nom de la commune de BLANGY-SUR-BRESLE

Opération non réalisable

Le maire de Blangy-sur-Bresle ;

Vu la demande présentée et affichée en mairie le 11/09/2026 par Mr VANHOVE Ludwig, demeurant 5 Hameau de Grémontmesnil – 80220 BOUTTENCOURT, en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme :

- indiquant, en application de l'article L.410-1 b du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :
 - cadastré AP n°51 ;
 - situé 5 Hameau de Grémontmesnil - 76340 BLANGY-SUR-BRESLE ;
- et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant en la réhabilitation d'une ancienne étable en logement de location courte durée orienté sur le tourisme vert ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1 ; R.410-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du 03/12/2019 ;

Vu le règlement y afférent, et notamment celui de la zone A ;

Vu le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime (R.D.D.E.C.I.) approuvé par arrêté préfectoral en date du 28/04/2022 ;

Vu la lettre de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Normandie – Service Régional de l'Archéologie en date du 24/09/2026 ;

Considérant l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme qui dispose que « le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations » ;

Considérant que le projet est soumis à un risque au titre de la défense extérieure contre l'incendie (D.E.C.I.) et qu'à ce titre les besoins en eau pour défendre le projet nécessite au minimum une réserve d'eau de 30 m3 à moins de 400 m, conformément aux dispositions du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (R.D.D.E.C.I.) approuvé par arrêté préfectoral en date du 26 octobre 2017 ;

Considérant qu'en application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ;

Considérant que la Défense Extérieure Contre l'Incendie est inexistante dans ce secteur, ce qui ne respecte pas les contraintes de sécurité définie par le règlement départemental approuvé par arrêté préfectoral en date du 28/04/2022 ;

Considérant qu'en conséquence le projet est de nature à porter atteinte à la sécurité publique ;

CERTIFIE

Article 1

Le terrain objet de la demande ne peut pas être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée.

Article 2

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de la propriété sont mentionnées aux articles 3 et suivants du présent certificat.

Article 3

La parcelle cadastrée AP n°51 est située dans le secteur A, défini par le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) actuellement en vigueur sur la commune de Blangy-sur-Bresle.

Nota bene : L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait qu'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (P.L.U.i) est en cours d'élaboration sur la commune de Blangy-sur-Bresle.

Zone A : Secteur reprenant les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, conformément à l'article R.151-22 du Code de l'Urbanisme.

Article 4

La parcelle n'est grevée d'aucune servitude d'utilité publique.

Toutefois les informations suivantes sont portées à la connaissance du pétitionnaire :

- Le secteur est sensible aux découvertes archéologiques (présence d'une ancienne motte féodale).
- Présence d'une exploitation agricole à proximité immédiate du terrain.
- Existence sur la parcelle d'indices de cavités de type « à ciel ouvert » répertoriées sous le n°8 et 9 dans « le recueil des indices de cavités souterraines de Blangy-sur-Bresle » réalisé par le bureau d'étude Alise Environnement en Avril 2022. Ces indices sont liés à d'anciens sites d'extraction de cailloux.

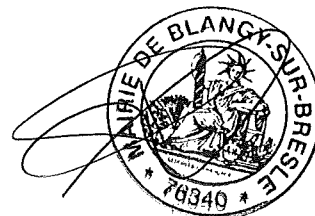
Article 5

L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Équipement	Terrain desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau	Date de desserte
Eau potable	Oui			
Électricité	Non			
Assainissement	Oui			
Voirie	Oui			
Défense incendie	Non			

Fait à BLANGY-SUR-BRESLE,
Le 16 octobre 2026

Le Maire,



Mme GARRAUD Valérie.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou hiérarchique contre une décision relative à une autorisation d'urbanisme est de 1 mois (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux.

